



# Comprendre et encourager la participation informelle



Définition conceptuelle  
et guide d'accompagnement

Université de Montréal • 2022

**Ce document s'appuie sur les résultats du projet de recherche suivant :**

« La participation informelle : une voie alternative vers la participation politique ? »  
(CRSH No. 890-2015-0107)



**Chercheuse principale**

Laurence Bherer (Université de Montréal)

**Co-chercheuses**

Pascale Dufour (Université de Montréal), Françoise Montambeault (Université de Montréal),  
Geneviève Cloutier (Université Laval), Stéphanie Gaudet (Université d'Ottawa)

**Auxiliaires de recherche**

Guillaume Béliveau-Côté, Ève-Laurence Hébert, Émilie Houde-Tremblay, Marie Lefèbvre,  
Agathe Lelièvre, Hélène Madénian, Myriam Morissette, Elena Waldispuehl

**Organismes partenaires**

Centre d'écologie urbaine de Montréal, Communagir et Institut du Nouveau Monde

**Rédaction**

Laurence Bherer et Agathe Lelièvre  
Juin 2022

**Conception et réalisation graphique**

CRL B Design



Conseil de recherches en  
sciences humaines du Canada

Social Sciences and Humanities  
Research Council of Canada



# Table des matières



|                                                              |           |
|--------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>Introduction</b>                                          | <b>1</b>  |
| <b>01. Définir et comprendre la participation informelle</b> | <b>4</b>  |
| Qu'est-ce que la participation informelle ?                  | 5         |
| Les caractéristiques de la participation informelle          | 6         |
| Les motivations à la participation informelle                | 7         |
| Une participation politique ?                                | 10        |
| <b>02. Faciliter la participation informelle</b>             | <b>12</b> |
| Les défis de la participation informelle                     | 14        |
| Les différents coups de pouce                                | 16        |
| Les défis de l'accompagnement                                | 19        |
| <b>Conclusion</b>                                            | <b>21</b> |
| <b>Pour aller plus loin...</b>                               | <b>22</b> |



**Pourquoi des citoyen·nes  
décident-ils et elles  
de passer à l'acte  
et d'agir directement  
pour mettre en pratique  
leur société idéale ?**

**Comment ce type  
de participation  
relativement autonome  
s'articule-t-il avec la  
participation politique  
conventionnelle ?**



**Sont-ils complémentaires  
ou en opposition ?**

**Comment cela  
impacte-t-il le champ  
de l'accompagnement  
des organisations  
urbaines ?**

# Introduction



## Un projet de recherche sur deux pratiques

Cette recherche cherche à mieux comprendre la **participation informelle** en suivant des pratiques de verdissement et de glanage urbain à Québec et à Montréal.

Le **verdissement urbain** se définit comme une pratique de mise en place d'espace végétal par les citoyen·nes qui peut se faire dans un but de réappropriation de l'espace public, de réduction des éléments minéralisés en ville ou d'embellissement du milieu de vie. Des citoyen·nes, seul·es ou en petit groupes, s'organisent pour verdir des zones d'un espace public ou semi-public. Les projets prennent différentes formes, de l'aménagement de saillies de trottoirs ou de carrés d'arbres aux projets de ruelles vertes, ou encore de petits jardins ouverts.

Le **glanage alimentaire**, ou *dumpster diving*, est une pratique qui vise à récupérer de la nourriture dans les contenants à déchets des commerces. Les glaneur·euses font le tour des bennes à ordures des épiceries pour sauver les denrées. À leurs yeux, cette nourriture est toujours propre à la consommation et peut faire l'objet d'une revalorisation. Ces *dumpster divers* participent donc à une forme de « chasse au trésor » pour sauver les aliments des poubelles. Une fois la nourriture en main, les glaneur·euses la rapportent à la maison pour vérifier son état, la transvider dans des contenants propres et la cuisiner rapidement si nécessaire. Afin de stocker la nourriture et de la redistribuer, des personnes ont mis en place des **frigos collectifs** qui se trouvent soit chez des particuliers, soit dans des organismes communautaires.



Crédit photo : Le Carré et sa ruelle





« Je trouve qu'on est un petit peu dans une époque où on a l'impression qu'on a pas d'emprise sur notre environnement proche. Donc je trouvais que c'était une belle façon, en tout cas pour moi, d'essayer de faire un petit projet pour dire : bon écoute cet espace-là c'est de l'espace public, ça nous appartient et puis là, c'est ça qu'on a le goût de faire avec. »

- André, jardinier urbain, Montréal, 2017

« Tu sais ça fait réaliser l'étendue du gaspillage alimentaire et puis tout ce qu'on pourrait faire avec ça. Puis après ça il y avait le côté un peu ce que moi je trouvais empowering d'être capable de... surtout quand t'as pas beaucoup d'argent de pouvoir quand même aller chercher de la bouffe, puis surtout... avec les fruiteries souvent ça va être beaucoup des fruits et légumes là, donc c'est bien aussi. Je pense c'est ça le côté aussi politique de vouloir un peu sortir du système alimentaire, je pense que ça m'a fait réaliser à quel point... tu sais pas juste que c'est difficile d'avoir accès à la bouffe de qualité pour pas très cher, mais aussi à quel point on a pas de contrôle sur ce qui est produit, et sur la façon dont c'est produit. »

- Caroline, glaneuse, Montréal, 2018

Le verdissement, le glanage et l'implication auprès d'un frigo collectif sont des pratiques qui relèvent de la participation informelle. L'équipe de recherche a cherché à comprendre les motivations des personnes, leurs modes d'engagement et l'inscription de ces pratiques dans le paysage des organisations citoyennes. La **recherche documentaire** a permis de recenser les différentes initiatives à Montréal et à Québec et de comprendre dans quel cadre réglementaire elles s'inscrivent. Ensuite, la réalisation **d'observations en 2016 et 2017** lors de rencontres entre citoyen·nes appartenant à un collectif de verdissement ou auprès de pratiquant·es de dumpster, ou encore sur les médias sociaux, a donné à voir comment les participant·es s'auto-organisent et quelles sont les normes informelles qui circulent dans les espaces propres aux pratiques. Enfin, la conduite **d'entrevues (70 au total)** avec les participant·es a révélé quelles étaient leurs motivations à débiter ces pratiques, comment ils et elles s'y prenaient pour passer à l'acte, quel type de soutien était attendu des organisations, et ce que les personnes retirent comme satisfactions ou déceptions. Des entrevues complémentaires ont aussi été réalisées avec des agents d'accompagnement de ce type d'initiatives.





# **Définir et comprendre la participation informelle**

# **01**



# Qu'est-ce que la participation informelle ?

## Définition

La participation informelle se définit comme une prise d'action peu ou faiblement organisée, se déroulant à l'extérieur des institutions politiques et des organisations communautaires. Seul·es ou en petits groupes, les individus passent à l'acte pour aller dans le sens d'un changement auquel ils et elles aspirent. Pour cela, leurs ressources sont mises à profit, qu'il s'agisse de leurs connaissances, de leur réseau social ou tout simplement de leur temps. Ces actions sont ancrées dans les pratiques quotidiennes et se répètent dans le temps.

## Deux grands objectifs d'action

### Transformer son mode de vie

Les personnes engagées dans ces projets utilisent leur mode de vie comme un espace de transformation sociale pour mettre en œuvre les valeurs politiques qu'elles chérissent (entraide, solidarité, écologie). Ces actions englobent un nombre important et croissant de pratiques : simplicité volontaire, manger local, consommation responsable et biologique, adoption d'un mode de vie plus vert, véganisme, refus technologique, déplacement sans voiture (vélo, transport actif, transport en commun), glanage urbain, valorisation du seconde-main et de la confection artisanale de vêtements, etc. Ces personnes ciblent ainsi des pratiques de la vie quotidienne, telles que cuisiner, se déplacer, s'habiller et s'engagent à changer leurs habitudes, de même que leurs rôles sociaux (parents, touriste, travailleur·euse, etc.).

### Résoudre des enjeux locaux

Par leurs actions, les citoyen·nes agissent directement pour résoudre un problème local de manière pragmatique, souvent dans leur environnement immédiat. En effet, ces pratiques tendent à s'inscrire dans le prolongement de leur maison ou de leur lieu de travail. Cela comprend une variété étonnante d'actions : le gaspillage des aliments par les supermarchés et les petites épiceries, le verdissement des espaces publics et délaissés (la guérilla jardinière, le mouvement des Incroyables Comestibles, la conservation et le partage de semences, par exemple), peindre des pistes cyclables, accrocher des panneaux de circulation artisanaux, construire des bancs publics, transformer en petit espace vert un terrain abandonné, etc.



Crédit photo : Le Carré et sa ruelle

# Les caractéristiques de la participation informelle



## Une organisation légère

L'action est souvent peu ou pas coordonnée, réalisée par des citoyen·nes qui agissent individuellement ou en petit nombre. Les médias sociaux favorisent cette coordination faible de l'action. En effet, au sein des groupes, les personnes peuvent tout d'abord identifier les autres membres et échanger de l'information, de même que se répartir les tâches. Dans les petits collectifs, cela permet de développer un mode de fonctionnement horizontal où chacun·e participe à sa guise.

## Une proximité de l'action

La participation informelle est une action à petite échelle qui concerne soit des gestes privés souvent banals et accomplis quotidiennement, soit des actions micro-locales réalisées proches de la résidence ou du lieu de travail.

## La personnalisation de l'action

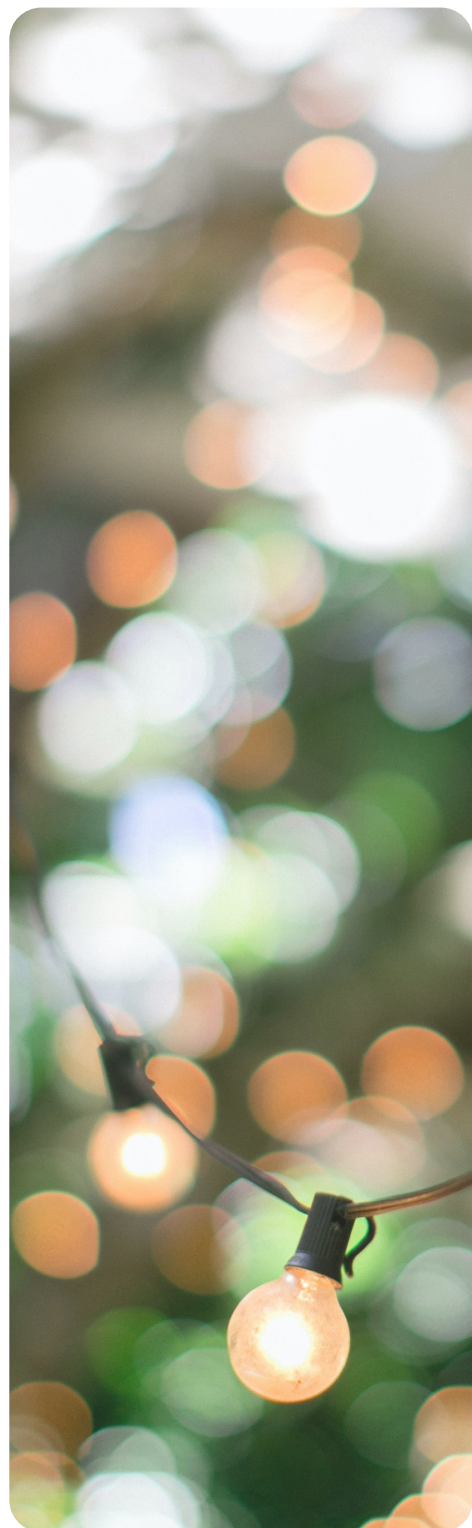
L'individu est au centre de l'action et définit lui-même le cadre de son action. Il crée sa propre « maison politique », centrée sur une identification et des logiques personnelles et émotionnelles.

## Une action directe et pragmatique

Les citoyen·nes entendent mettre en œuvre directement le changement au sein d'actions tournées vers leur voisinage ou leur communauté. Il y a bien une volonté de changement social, mais pas de message politique explicite adressé aux autorités publiques ou à des 'adversaires' politiques. Le but n'est donc pas d'être entendu ou visible dans la sphère publique, mais d'harmoniser ses valeurs avec ses pratiques.

## La régularité de l'action

La participation informelle est une action continue qui se répète, en raison de son ancrage dans les activités quotidiennes de la personne.



# Les motivations à la participation informelle



## La facilité de l'action

Ces pratiques localisées présentent tout d'abord une facilité d'accès et s'ancrent rapidement dans le quotidien des pratiquant·es.

*« Je pense que j'ai plus tendance à y aller toute seule [faire du glanage] parce que c'est souvent sur mon chemin en revenant de l'école ou comme en faisant... peu importe quoi, mais, en fait je pense j'aime mieux même y aller toute seule parce que j'ai pas besoin d'attendre mon coloc qui est prêt à venir ou pas. »*

- Laurence, glaneuse, Montréal, 2017

## L'autonomie de l'action

Par rapport à d'autres types d'engagement dans des associations ou des collectifs, la participation informelle laisse une grande latitude aux personnes dans l'action. Créer sa propre formule pour mener à bien son projet apparaît plus facile, et aussi plus excitant, que de chercher à s'insérer dans une organisation ou dans des programmes déjà construits. Cette autonomie permet aussi de quitter le projet facilement s'il ne convient plus à la personne.

*« Moi je pense que small is beautiful, aussi on dit, donc quand nous on ramasse à deux fruiteries. Puis à deux boulangeries, puis qu'on reçoit à gauche à droite, puis qu'on et quelques bénévoles, et bien ça fait une petite communauté. Ces gens, moi je veux pas me mettre à rêver, à grossir et puis à devenir big. Non parce que plus t'as de monde, plus c'est compliqué, plus de bureaucratie... non small is beautiful. »*

- Jean, engagé dans un frigo communautaire, Montréal, 2018



## Une activité sociale et un loisir

Aller faire du glanage et ensuite cuisiner ensemble peut constituer une activité à faire entre ami-es. Les personnes apprécient particulièrement les nouveaux liens qui se tissent. En plus de ces liens sociaux, la pratique peut constituer un loisir personnel et dans le cas du verdissement, plusieurs ont souligné les vertus thérapeutiques du jardinage.

*« Pour moi jardiner c'est l'entrée en relation [...]. Quand quelqu'un passe et que tu es en train de t'occuper du jardin, tout de suite la personne se dit « ok, lui il s'occupe du jardin ». Ça offre un prétexte pour venir discuter [...]. Alors que si c'était juste un endroit où se poser, un parc, ce contact ne se ferait pas. »*

- Yann, jardinier urbain, Montréal, 2017



## Un sentiment d'efficacité

Plutôt que d'aller effectuer une action aux effets incertains ou étalés dans le temps, les participant-es apprécient le caractère concret de l'action aux effets immédiats. Par exemple, plutôt que d'attendre de se voir attribuer un lot dans les jardins communautaires, les pratiquant-es passent à l'action en allant verdir autour de chez elles et eux et enjolivent directement leur milieu de vie. La lutte contre la pauvreté devient également une action directe au sein de la participation à un frigo collectif.

*« Ça me tient, ça change, ça change les idées, ça permet de focaliser sur des gens qui l'ont pas facile eux autres non plus, se sentir utile. »*

- Mélanie, engagée dans un frigo collectif, Québec, 2019



## Une action engagée

À travers leurs actions, certain·es désirent mettre en pratique leurs idéaux en ajustant leur mode de vie. Aller à l'encontre des normes de la société de consommation motive fortement les glâneur·euses, qui court-circuitent les chaînes de distribution de nourriture en allant récupérer les denrées jetées. Pour les jardinier·es, dépasser le système marchand par l'entraide et le partage constituent pour plusieurs une motivation. D'autres n'attribuent toutefois pas de dimension politique à leur action qui est avant tout un passe-temps.



*« Parce que vraiment il y a justement les gens là ils oublient, ils vont toute chercher à l'épicerie, ils oublient comment c'est fait puis comment c'est long, puis que ça vient de tellement loin là, ça a fait je sais pas d'heures d'avion puis de bateaux tout ça avant d'arriver. Puis on tente de leur rappeler, écoute ça prend toute cet effort-là puis tu peux le faire toi aussi dans le fond, puis si tu veux pas le faire ben tu peux juste venir cueillir en plus. Parce que t'étais pas obligé de participer là pour prendre, c'était marqué "servez-vous". Fait que c'était ça l'idée de au moins prendre conscience... et puis quand tu l'as cultivé ou quand tu le vois là, tu apprécies plus le goût puis la qualité du légume ou du fruit. »*

- Justine, jardinière urbaine, Montréal, 2017

## Une source d'éducation

Les citoyen·nes y voient aussi un moyen de faire de la pédagogie autour des enjeux du gaspillage, de l'écologie, ou encore du partage de nourriture. Ceux et celles-ci préfèrent ainsi montrer comment faire plutôt que d'adopter un discours militant. Au cours du jardinage, la discussion avec les passant·es permet de glisser quelques conseils pratiques sur le compostage par exemple. Les lieux des pratiques sont utilisés pour faire la démonstration des actions possibles, et aussi devenir des lieux d'autoformation pour les participant·es.



Crédit photo : Nadeau, J. (2016).  
[Le Frigo des Rats]. [Image en ligne].  
Le Devoir. <https://www.ledevoir.com/opinion/chroniques/467555/jeter-ses-choux-gras>

*« Ça pourrait être un genre de geste actif de dire que oui puis je suis pas crottée pour autant, puis regarde tout ce que je trouve dedans, puis regarde tout ce qui va aux poubelles qui est pas des poubelles. »*

- Stéphanie, glaneuse, Québec, 2017

# Une participation politique ?



Comment situer la participation informelle par rapport à d'autres formes d'engagement politique ?

## Un continuum entre attentisme et activisme

L'engagement est généralement pensé comme la conversion d'une sympathie politique en actes : on passerait ainsi de l'inaction à la militance. Dans les faits, c'est plus compliqué car il existe des degrés différents d'engagement. La participation informelle se pense ainsi au sein d'un continuum entre attentisme et activisme, dans lequel on retrouve différentes intensités de l'engagement. Il y a donc une diversité des formes d'engagement et la participation informelle en est une.

On peut contribuer à un mouvement social de différentes façons. Une personne participe aux actions d'organisations militantes bien structurées, alors qu'une autre adhère aux mêmes valeurs mais s'engage seulement lorsqu'il y a des pétitions ou des manifestations. Une autre, à travers la participation informelle, préférera accomplir directement ce qu'elle chérie en pratiquant une action directe, tel que changer son alimentation, se départir de sa voiture ou pratiquer l'échange et l'entraide avec son voisinage. Les trois types de contributions ne sont pas mutuellement exclusifs : on peut par exemple être militant·e et aussi changer son mode de vie.

La participation informelle est continue, comme l'engagement dans une structure militante. L'action directe au quotidien exige en effet une certaine régularité dans l'action. Mais contrairement à la militance classique, la participation informelle est peu organisée et coordonnée. Encore là, le fait de s'engager à travers une pratique de la vie de tous les jours permet cette organisation très minimale de l'action.



## Expérimenter ou créer son espace politique à soi

Si lors du vote ou d'une manifestation, la dimension politique est évidente, elle l'est moins dans le cas du jardinage ou du glanage. Ces actions ne sont en effet pas politiques par essence, mais peuvent le devenir. La signification politique d'une activité est découverte au fur et à mesure qu'une personne la pratique, interagit avec d'autres et y associe un récit qui permet de faire le lien entre son action et un enjeu collectif. Pour chaque participant-e, c'est ce processus d'expérimentation qui permet de donner (ou non) de la cohérence politique à ces gestes au quotidien. Avec la participation informelle, les citoyen·nes se créent en fait un espace d'action autonome où ils et elles utilisent leur agentivité pour agir de manière significative à leurs yeux.

Pour bien comprendre ce processus d'expérimentation, il faut envisager la société comme étant composée de plusieurs lieux de pouvoir : les institutions formelles telles que l'État et les gouvernements, mais aussi des normes sociales dominantes véhiculées dans une société (l'incitation à consommer par exemple). Ces lieux de pouvoirs sont susceptibles d'être visés par des demandes collectives de changement. Par exemple, dans la pratique du glanage urbain, les glaneur·euses doivent souvent combattre les préjugés sociaux associés au fait de rechercher la nourriture dans les poubelles.

S'engager politiquement équivaut donc à identifier les structures d'autorité associées à une pratique. Mais ce n'est pas un exercice facile, surtout pour les lieux de pouvoir plus informels. Ces figures de domination sont découvertes, comprises au fur et à mesure que la personne « négocie » son engagement dans sa vie quotidienne. Ainsi, identifier les structures d'autorités signifie adopter progressivement un ensemble de pratiques et les lier à un récit qui guide l'action (par exemple, adopter un mode de vie vert pour lutter contre le changement climatique, etc.). C'est ce qui fait que manger local, pédaler en toutes saisons ou diminuer sa consommation d'énergie peuvent progressivement prendre de nouvelles significations et être ainsi associées à un projet politique en construction. Mais ce n'est pas le cas pour tous·tes. Faire du glanage urbain peut rester simplement une stratégie d'approvisionnement alimentaire comme nous avons pu le voir dans notre recherche.





# **Faciliter la participation informelle**

# **02**





**Cet engagement citoyen hors des sentiers battus pose de nouveaux défis aux modèles d'accompagnement des organisations.**

**On remarque ainsi que de plus en plus d'organisations offrent des aides pour appuyer la participation informelle.**

**On parle alors plutôt d'encourager les initiatives citoyennes.**

# Les défis de la participation informelle



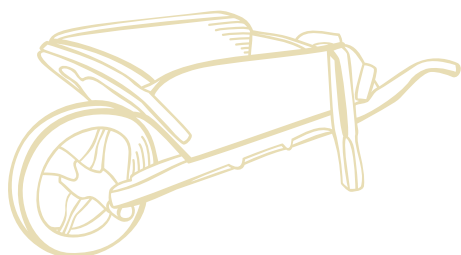
La participation informelle permet à des individus d'expérimenter des aspirations en agissant directement. Les personnes qui font ce choix rencontrent toutefois certains défis.

## Le risque d'essoufflement

Jardiner ou récupérer les invendus peuvent apparaître comme des gestes banals mais à l'échelle des individus, ce sont des actions exigeantes et prenantes en termes de temps et de ressources investis.

## Le maintien du collectif

Un des charmes de la participation informelle fait aussi peser une incertitude forte sur la pérennité de l'action. La possibilité d'arrêter tout simplement la pratique, de se retirer quand on le veut est une des choses qu'apprécient les participant·es. C'est qui leur permet d'expérimenter selon une logique d'essai-erreur : si cela ne marche pas ou si l'action n'est pas satisfaisante, la personne engagée peut tout simplement exercer une option de sortie. La pérennité n'est cependant pas un enjeu pour tout le monde. Pour plusieurs, on ne s'engage pas dans la participation formelle nécessairement dans la durée. C'est notre regard extérieur à l'action comme praticien·ne ou comme chercheur·e qui nous conduit à penser que ce serait dommage que ces actions s'arrêtent.



## Le fonctionnement horizontal

Dans l'organisation de petits collectifs, les citoyen·nes témoignent de la difficulté de maintenir un fonctionnement horizontal et sans hiérarchie dans la durée. Aussi, il peut s'avérer difficile de poursuivre une action lorsque les membres d'un collectif ont des attentes différenciées et des visions concurrentes du but de l'action. Par exemple, dans un même jardin, certain·es vont vouloir accroître la production tandis que d'autres voient surtout en cet espace un moyen de socialiser. Lorsque le collectif perdure dans le temps, recruter et intégrer de nouveaux·elles membres peut devenir un défi. Celles et ceux qui ont initié les projets et/ou qui sont fort actifs·ves ont tendance à être identifiés comme personnes-ressources et à recevoir de nombreuses sollicitations.

## La répartition des tâches

Avec les modes de fonctionnement horizontaux, la prise en charge des tâches est parfois complexe. De plus, nous avons noté une division genrée des tâches, où les femmes assument plus souvent la charge de travail administratif c'est-à-dire les tâches de communications (sur les réseaux sociaux ou vers des entités extérieures au groupe), de gestion et de financement.



*« La ressource matérielle, c'était un grand frein parce que parfois les gens voulaient bien faire mais ils savaient pas où aller chercher de la terre, ils savaient pas où aller chercher des végétaux... » ah ben tiens on a un petit projet est-ce que vous avez du paillis, est-ce que vous avez de la terre », des choses comme ça parfois. Puis la réglementation, « est-ce que je peux planter des arbres fruitiers ». Et c'est vrai qu'il n'y avait pas de réglementation clair sur ce qui était possible de faire ou pas. Et puis parfois la mobilisation. Parfois t'arrives à mobiliser une partie des gens pendant un moment et puis ça s'essouffle. L'entente entre citoyens aussi, l'idée d'un projet collectif c'est parfois, épuisant. »*

- Justine, facilitatrice, Montréal, 2019

# Les différents coups de pouce



Comment les organismes encouragent-ils ce type d'initiatives ?

## Offre de ressources techniques et matérielles

Des obstacles d'ordre matériels surviennent parfois au cours du processus et l'octroi d'un petit budget sous forme de subvention peut aider à voir plus loin dans les projets. Des organisations ont aussi mis à disposition leurs locaux pour héberger un frigo communautaire et peuvent également fournir des outils ou des matériaux pour mener des actions. Autant ce partage d'outils que le don de terre ou de plants ont par exemple définitivement joué un rôle positif pour les initiatives en verdissement.

## Appui informationnel

Les organisations font part de leurs conseils et de leur expertise, en techniques d'horticulture par exemple. Les réglementations municipales ne sont pas toujours limpides et une aide pour vérifier son bon droit est appréciée. Faire connaître les programmes de subvention et épauler les citoyen·nes dans les demandes et la gestion des sous une fois obtenus sont aussi des appuis significatifs.

## Mise en réseau et le maillage

Aider à construire des stratégies de communication sont bienvenues pour mettre en valeur le travail fourni et lui apporter une reconnaissance à l'échelle du quartier, ou encore pour aider à recruter des membres d'un groupe. Dans le but de favoriser la diffusion des initiatives, diriger les porteur·euses de projet vers des personnes-ressources, relayer les publications des groupes citoyens sur les médias sociaux, et mettre ce monde en relation constitue une mission importante des organismes qui accompagnent.



## Une logique du petit coup de main

La volonté de citoyen·nes d'agir hors des sentiers battus écarte de prime abord l'idée d'un pilotage ou d'un suivi par des organisations. Les formes de supports se déploient alors sous des modes légers d'accompagnement : bien souvent, l'appui relève de l'informel. Il n'y a pas de contrats signés entre les parties, et il arrive que les acteur·ices des organisations agissent aussi aux marges de leurs mandats.

Cette logique du petit coup de main est ancrée dans l'idée que cette aide agit comme un incitatif fort pour encourager l'engagement. Elle s'appuie sur l'idée selon laquelle toute personne est potentiellement engagée et qu'il s'agit de faciliter ce passage du citoyen passif au citoyen actif et ainsi de donner le goût de s'engager. L'aide est un peu comme une bougie d'allumage qui permet l'émergence d'une action politique. À terme, l'objectif des petites aides est de favoriser de nombreuses actions à l'échelle locale en espérant que cela contribue à un changement social plus important.

*« Le défi c'est d'avoir un regard qui n'est pas porté sur l'objectif mais sur le parcours parce qu'on focus beaucoup sur les objectifs dans notre société alors que moi dans ma logique d'accompagnement citoyen, c'est le parcours qui m'intéresse [...] je cherche à m'améliorer dans ma façon d'accompagner les citoyens, mais je cherche aussi que les citoyens développent eux-mêmes la capacité de réfléchir à des solutions à leurs problèmes avant de me référer à moi. »*

**- Frédéric, facilitateur, Montréal, 2017**





Selon cette logique, on remarque le développement d'un écosystème d'organisations et d'organismes publics qui ont intégré des programmes formels d'aide qui visent à encourager les citoyen·nes à initier des projets civiques. Il s'agit d'une aide bien souvent à court terme et ponctuelle qui respecte l'autonomie des personnes ou du groupe qui initie un projet. Cet écosystème est complété par les chaînes de solidarité qui existent entre individus pratiquant la même action ou simplement entre voisin·es.

*« Moi ça a été mon rôle de créer le lien entre les citoyens et citoyennes et les organismes parce que on se rend compte qu'il y a deux réalités, il y a celle des organismes qui ont des enjeux de temps, ils sont moins disponibles, qui ont des liens par contre avec certains autres partenaires qui peuvent être utiles mais prenons les citoyens, citoyennes qui vont s'impliquer dans le potager et bien souvent ça va être le soir, la semaine ou le week-end. Donc il faut être capable de relier les deux réalités puis d'arriver à laisser la place à tout le monde et de pas faire en sorte que les décisions se prennent la semaine de jour, mais qu'il y ait une place aussi pour la prise de décision du citoyen et de la citoyenne. »*

**- Elsa, facilitatrice, Québec, 2018**

## Les défis de l'accompagnement



L'informalité et l'autonomie de ce mode d'engagement ne s'harmonise pas toujours bien avec les programmes de soutien, même quand l'aide est bienvenue. Plusieurs défis se manifestent lors de l'accompagnement.

### La place de l'accompagnant·e

La construction d'une relation de confiance entre les personnes accompagnatrices et les citoyen·nes engagé·es est primordiale pour que l'aide soit bien accueillie au cours de l'action. En effet, il peut arriver que des citoyen·nes se sentent dépossédé·es de leurs idées et de leur travail, notamment lorsque l'accompagnement se fait d'une manière un peu trop appuyée.

### Les temporalités

Il peut y avoir un écart entre les différents temps d'action ; citoyen, organisationnel et politique. L'arrimage des temps de l'action constitue un pari à relever pour les organismes, qui se voient devenir le relai entre les réalités citoyennes et les entités administratives et politiques.

### La flexibilité du cadre

L'assouplissement du cadre est nécessaire pour s'adapter aux besoins et aux attentes des citoyen·nes. Si certain·es vont compter sur un accompagnement au plus près de leur action et des conseils récurrents, d'autres seront satisfait·es avec un coup de pouce occasionnel qui les laissent très indépendant·es. Il faut se rappeler que l'aide fournie s'inscrit dans un bricolage ou un système de débrouille bien spécifique à la participation informelle. Dès lors, remplir un simple formulaire ou respecter des normes qui semblent peu adaptées peuvent être énergivores pour des microprojets.





## **Le suivi**

L'aide et les dons fournis au départ en coup de pouce ne sont pas toujours renouvelés, ce qui peut rendre difficile la prolongation des initiatives dans le temps. Dans les programmes d'aide, il y a aussi une prime aux nouvelles initiatives et il peut être difficile pour des citoyen·nes de faire rentrer leur projet déjà bien engagé dans les cases étroites des programmes.

## **La pérennité**

Les programmes d'aide visent bien souvent à pérenniser les actions et à les diffuser pour les rendre répliquables. Toutefois, les personnes engagées n'ont pas nécessairement un objectif aussi clair de durée. Elles s'engagent ici et maintenant mais sans toujours savoir où cela va les mener. Pour certaines, l'essoufflement ou la disparition de certains projets ne seraient pas un échec et elles ne voient donc pas de pression à penser le projet à moyen terme. Par exemple, dans le cas du glanage urbain, les pratiquant·es se trouvent dans une position ambiguë vis-à-vis de la formalisation de leurs initiatives. Certain·es se positionnent pour garder la pratique discrète, alternative et peu connue.

## **Le risque d'instrumentalisation**

La reprise des actions par les autorités politiques à leur compte peut sonner comme une appropriation du travail des citoyen·nes, en plus de générer un sentiment de déresponsabilisation. Les citoyen·nes s'interrogent sur les objectifs des programmes d'aides municipaux et des organismes et sur ce qui est attendu de leur part. Est-ce qu'en acceptant de l'aide, cela veut dire qu'ils et elles deviennent responsables du verdissement des carrés d'arbre de leur rue ?

# Conclusion



## Une ouverture du champ de la participation publique aux effets contrastés

Depuis 30 ans, les constats sur la baisse de la participation et l'apathie politique se sont multipliés. La faible participation électorale ou encore le désintérêt pour l'engagement partisan, syndical ou associatif seraient les principaux indicateurs du déclin de la participation politique. La montée de la participation informelle paraît séduisante pour nuancer les constats sur l'apathie politique : celles et ceux qui ne participent pas de manière conventionnelle ne seraient pas apathiques, plusieurs auraient adopté des modes informels d'engagement.

La participation informelle n'est toutefois pas nouvelle en soi. De tout temps, des citoyen·nes ont agi en privilégiant leur quotidien comme espace d'action. C'est plutôt le regard que nous posons sur ces actions restées jusque-là peu valorisées qui est nouveau. Elles sont maintenant reconnues, voire même encouragées. La nouveauté vient aussi de leur présence dans l'espace public, notamment en ligne.

L'action concertée de citoyen·nes autonomes, à qui les organisations viennent donner un coup de main sur le court ou moyen terme permet d'ouvrir les voies de la participation. Surtout, elle encourage des habitant·es, des citoyen·nes et des citoyen·nes à s'investir dans leur milieu de vie pour apporter des améliorations selon leurs propres standards. Est-ce que ces modes d'action individuels ou en petits groupes génèrent un véritable changement ? À petite échelle c'est certain, comme nous avons pu voir avec le processus de politisation possible de l'action. Il y a aussi des effets que les données sur le court terme ne prennent pas en compte : le goût de l'engagement insufflé à des citoyen·nes, l'affection pour l'auto-organisation, les effets sur les enfants et les personnes satellites aux initiatives, le renforcement des liens et de la solidarité dans

le voisinage... Aussi, ces changements sont à réinscrire dans des phénomènes politiques plus larges tels que la municipalisation de l'action et les transformations de l'engagement politique vers des modes "à-la-carte" et davantage individuels. La participation informelle apparaît alors comme un remède local et circonstanciel à l'apathie politique, tout en demeurant à prendre avec des pincettes pour ce qui est d'un changement radical à l'échelle de la société.



## Pour aller plus loin...



Bherer, Laurence et Cloutier Geneviève. 2019. « Agir directement et sans intermédiaire par les initiatives citoyennes en urbanisme ». *Urbanité. Revue de l'ordre des urbanistes du Québec*.

Bherer Laurence et Dufour Pascale. 2021. "Consommer local, verdir la ville ou récupérer les déchets sont-ils des actons politiques?", *The Conversation*.

Bherer, Dufour, Satumome et al. 2020. *Les partis politiques n'ont pas le monopole de la politique. Pourquoi jardin peut être une action politique*, Bande-dessinée du Collectif Action Politique et Démocratie (CAPED), en ligne. <https://www.capedmontreal.com/post/les-partis-politiques-n-ont-pas-le-monopole-de-la-politique>

Montambeault Françoise, Bherer Laurence et Cloutier Geneviève. 2021. *L'engagement pousse là où on le sème : le Carré Casgrain, de jardin ouvert à collectif citoyen*, Montréal, Écosociété.